

Commissions

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers

➤ **MERCREDI 24 FÉVRIER 2010**

1. Question de Mme Marie Arena au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la mission du ministre au sommet de New Delhi en février 2010 sur le développement durable" (n° 19297).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

2. Question de Mme Rita De Bont au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'utilisation du GNC (Gaz naturel comprimé) comme carburant pour véhicules" (n° 19335).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

3. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les importations de bois exploités illégalement au Congo" (n° 19731).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Propositions de résolution jointes :

- Proposition de résolution (Catherine Fonck, Luc Goutry, Nathalie Muylle, Stefaan Vercamer, Mia De Schamphelaere, Georges Dallemagne, Marie-Martine Schyns, David Lavaux, Lieve Van Daele, Brigitte Wiaux) relative à une amélioration de l'offre de soins palliatifs en vue d'une meilleure adéquation aux besoins, n°s 2087/1 et 2.

- Proposition de résolution (Koen Bultinck, Guy D'haeseleer, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Rita De Bont) pour un meilleur soutien des soins palliatifs, n° 288/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Yolande Avontroodt).

Auditions :

- M. Vincent Baro et Mme Lorraine Fontaine (Fédération Wallonne des Soins Palliatifs);
- Mme Marianne Desmedt (Fédération bruxelloise pluraliste des Soins palliatifs et continus);
- M. Paul Vanden Berghe (Federatie Palliatieve Zorg Vlaanderen);

- Les auditions ont eu lieu.

2. Question de Mme Josée Lejeune à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de la consultation orthodontique n° 305594" (n° 19301).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le financement de projets pilotes visant à améliorer le diagnostic de la démence" (n° 19318).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression du lien entre la vaccination RRO et le risque d'autisme" (n° 19319).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le risque élevé de cancer chez les personnes âgées" (n° 19320).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Christine Van Broeckhoven à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nouveau statut de 'malades chroniques'" (n° 19321).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les cliniques du sein en Belgique et la norme minimale européenne" (n° 19477).

- Question de Mme Maya Detiège à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le cancer du sein chez les hommes" (n° 19508).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'enquête relative à l'abattage sans anesthésie d'animaux" (n° 19491).

- Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'abattage rituel sans anesthésie" (n° 19511).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le bon fonctionnement des monitorings dans les hôpitaux" (n° 19494).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de M. Koen Bultinck à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les abus par lesquels de nombreux patients néphrétiques étrangers seraient admis dans nos hôpitaux pour un traitement en urgence" (n° 19512).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de l'EpiPen" (n° 19559).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques des ondes engendrées par les appareils de communication ASTRID utilisés par les forces de police et les pompiers" (n° 19578).

- Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les risques des ondes engendrées par les radars utilisés par les forces de police" (n° 19579).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'étude du Centre d'expertise sur la dialyse rénale" (n° 19601).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la campagne de recrutement de l'INAMI" (n° 19602).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le suivi de l'étude internationale relative aux effets cancérigènes des rayons ultraviolets" (n° 19619).

- Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les normes pour les centres de bronzage" (n° 19998).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

16. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le transsexualisme et les affections psychiatriques" (n° 19665).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

17. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'effet salubre de l'acide folique" (n° 19666).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

18. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un substitut à l'alcool" (n° 19753).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes relatif au soutien scientifique de la politique fédérale en matière de santé" (n° 19814).

- Question de Mme Yolande Avontrodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes relatif au soutien scientifique de la politique fédérale en matière de santé" (n° 19825).

- Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les incohérences de la politique de santé" (n° 19978).

- Question de M. Jacques Otlet à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le rapport de la Cour des comptes sur la politique de santé" (n° 20021).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

20. Question de M. Xavier Baeselen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'insécurité dans les hôpitaux" (n° 19854).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

21. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'application de thérapies homéopathiques" (n° 19857).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

22. Question de Mme Yolande Avontroodt à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les donneurs de cellules-souche" (n° 19858).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

23. Questions jointes :

- Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet de modification de la nomenclature du bilan sénologique" (n° 19891).

- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les tests de dépistage de cancers du sein" (n° 19908).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 2423/1 (art. 31 à 39).

- Rapporteur : Mme Katia della Faille de Leverghem.

- Le secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté a donné un exposé introductif.

- La discussion générale a eu lieu.

- La discussion des articles a eu lieu.

- Les amendements n°s 1 à 5 ont été déposés par Mme Zoé Genot et consorts.

- L'amendement n° 6 a été déposé par Mme Dalila Douifi et consorts.

- La commission a adopté les articles.

- Des corrections techniques ont été apportées.

- L'ensemble des articles renvoyés en commission, ainsi corrigés, a été adopté par 9 voix et 5 abstentions.

2. Question de Mme Lieve Van Daele au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression de l'obligation alimentaire" (n° 19263).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Colette Burgeon au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le projet 'Hope in stations'" (n° 19288).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le délai pour l'octroi d'une adresse de référence par les CPAS" (n° 19303).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la répartition des 650 membres du personnel entre les CPAS" (n° 19510).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Sofie Staelraeve au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la politique d'asile et de migration" (n° 19531).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la nomination d'un commissaire chargé de l'accueil des demandeurs d'asile" (n° 19564).

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les missions du nouveau 'représentant' au sein de Fedasil" (n° 19959).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la réintroduction du plan de répartition des demandeurs d'asile" (n° 19815).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les familles demandeuses d'asile laissées à la rue" (n° 19833).

- Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'accueil de demandeurs d'asile dans des hôtels" (n° 19967).

- Question de M. Jean Cornil au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la situation des CPAS des grandes villes et notamment des CPAS de Bruxelles et de Liège liée à la saturation du réseau Fedasil" (n° 20065).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les chiffres relatifs aux mineurs étrangers non accompagnés (MENA) non demandeurs d'asile qui ne sont pas hébergés par Fedasil faute de place" (n° 19884).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Kattrin Jadin au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'ouverture d'un centre d'accueil de Fedasil à Eupen" (n° 19892).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les astreintes imposées à Fedasil" (n° 19966).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Magda Raemaekers ires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le nombre de femmes en situation de pauvreté" (n° 20035).

- Le secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Proposition de résolution (Katia della Faille de Leverghem, Hilde Vautmans, Valérie Déom, Bruno Tobback, Marie-Martine Schyns, Nathalie Muylle, Meyrem Almaci, Josée Lejeune, Colette Burgeon, Thérèse Snoy et d'Oppuers, Magda Raemaekers) visant à accroître la transparence de l'expérimentation animale, n° 1379/1 à 4.

Amendements de Mme Burgeon et consorts.

(Continuation). (Rapporteur : Mme Colette Burgeon)

- Les amendements n°s 14 à 16 ont été déposés.

- La discussion générale a eu lieu.

- La discussion des articles a eu lieu.

- Les amendements n°s 10, 11, 3, 12 et 13 ont été retirés.

- Les amendements n°s 1, 9, 5, 15, 4, 16, 6, 7 et 2 ont été adoptés.

- Des corrections techniques ont été apportées.

- L'ensemble de la proposition, telle qu'amendée et améliorée, a été adoptée par 8 voix et 2 abstentions.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. François Bellot

➤ **JEUDI 25 FÉVRIER 2010**

- Rapporteurs : MM. Ludo Van Campenhout et David Geerts et Mme Linda Musin.

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Prochaine séance : lundi 8 mars 2010.

Suivi crise financière et bancaire

COMMISSION SPÉCIALE DE SUIVI CHARGÉE D'EXAMINER LA CRISE FINANCIÈRE ET BANCAIRE

Président : M. Joseph George

➤ **VENDREDI 26 FÉVRIER 2010**

Audition avec M. Guy Quaden, Gouverneur de la Banque nationale de Belgique.

- M. Quaden a fait un exposé introductif et a répondu aux questions de MM. Crombez (S), Vandenberghe (S), Yvan Mayeur et Francis Delpérée (S).

Prochaine réunion : vendredi 5 mars 2010.

Groupe de travail "Propositions résolution"

GROUPE DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES CONCERNANT DES PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **LUNDI 1ER MARS 2010**

Proposition de résolution (Karine Lalieux, Juliette Boulet, Ingrid Claes, Jean Cornil, Georges Dallemagne, Roel Deseyn, Wouter De Vriendt, Patrick Moriau, Dirk Van der Maelen, Stefaan Vercamer) relative à la situation en Colombie, n° 1701/1.

Prochaine réunion : lundi 22 mars 2010.

Infrastructure + Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : MM. François Bellot et Herman De Croo et Wouter Beke (S) et Mme Vanessa Matz (S)

➤ **LUNDI 1ER MARS 2010**

Les priorités de la Présidence belge de l'Union européenne :

- Exposé du secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre;
- Etat d'avancement en matière de transposition des directives européennes.

- Rapporteurs : MM. François Bellot et Wouter Beke (S).
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre.
- MM. Jef Van den Bergh, Ronny Balcaen, David Lavaux, Roel Deseyn, Philippe Fontaine (S) et François Bellot et Mme Ine Somers ont posé des questions et le secrétaire d'Etat y a répondu.

Économie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Ordre des travaux.

2. Projet de loi modifiant la loi-cadre relative aux professions intellectuelles prestataires de services codifiée par l'arrêté royal du 3 août 2007, n° 2424/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé introductif de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La discussion a été clotûrée.
- Les articles 1 et 3, ainsi que l'ensemble du projet de loi, ont été adoptés à l'unanimité moyennant quelques corrections.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 63 à 71, 73, 74 et 78 à 89), n° 2423/1.

- Rapporteur : M. David Clarinval.
- Exposé de la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles ont été clotûrées.
- Sont intervenus : M. Peter Logghe, Mme Sofie Staelraeve, Mme Muriel Gerkens, M. Hans Bonte, Mme Liesbeth Van der Auwera, MM. Willem-Frederik Schiltz, Peter Luykx, Joseph George et Bart Laeremans.

- Des amendements ont été déposés par Mme Katrin Jadin et consorts.
- Les articles renvoyés en commission ainsi que les amendements déposés ont été adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble des articles 63 à 71, 73, 74 et 79 à 89, modifiés moyennant quelques corrections de texte, ont été successivement adoptés par 11 voix et 3 abstentions.

4. Questions jointes :

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le cadre linguistique du Jardin botanique national" (n° 19192).
- Question de Mme Sonja Becq à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le suivi du transfert du Jardin botanique national" (n° 19740).
- Question de M. Bart Laeremans à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le transfert du Jardin botanique de Meise" (n° 19787).
- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le rapport annuel 2009 du médiateur de crédit CeFiP" (n° 19945).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

6. Question de Mme Katia della Faille de Leverghem à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'accès des patients atteints de la maladie de Crohn et de colitis ulcerosa aux infrastructures sanitaires" (n° 19999).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

7. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 25 et 26), n° 2423/1.

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a fait un exposé.
- La discussion générale ainsi que la discussion des articles ont été cloturées.
- Sont intervenus : Mme Tinne Van der Straeten, Mme Cathy Plasman et MM. Willem-Frederik Schiltz et Bart Laeremans.
- Des amendements ont été déposés par Mme Tinne Van der Straeten et consorts.
- Les articles renvoyés en commission ont été adoptés à l'unanimité.
- Les deux amendements déposés ont été rejetés.
- L'ensemble des articles 25 et 26, modifiés moyennant quelques corrections de texte, ont été successivement adoptés par 14 voix et 1 abstention.

8. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le suivi du contrôle des bancs solaires" (n° 19620).
- Question de Mme Magda Raemaekers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les bancs solaires" (n° 20067).
- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de M. Raf Terwingen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'indemnisation accélérée des dommages de masse" (n° 19839).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la libéralisation du marché dans le secteur de l'énergie" (n° 19855).

- Question de Mme Kattrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la sécurité des centrales nucléaires" (n° 19890).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. David Clarinval au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la double prise en charge des factures d'électricité impayées" (n° 19888).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les concessions refusées de parcs éoliens en mer du Nord" (n° 19907).

- Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le parc éolien au large de la côte belge" (n° 19929).

- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les concessions domaniales pour l'éolien offshore" (n° 20005).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'impact possible de la voiture électrique sur le système électrique belge" (n° 19934).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les tarifs d'injection et la structure fédérale de la Belgique" (n° 19971).

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la demande du Parlement flamand pour supprimer les tarifs d'injection" (n° 19988).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15 Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'harmonisation des législations sur le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire" (n° 19996).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Sonja Becq

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Exposé du ministre de la Justice sur une note concernant la politique criminelle et la politique d'exécution des peines - Echange de vues (Continuation). (Rapporteur : Mme Mia De Schamphelaere).

- Le ministre a répondu aux questions posées lors d'une réunion antérieure.
- Sont intervenus : M. Stefaan Van Hecke, Mme Clotilde Nyssens, M. Renaat Landuyt, Mme Mia De Schamphelaere et M. Fouad Lahssaini.
- La discussion a été cloturée.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Clotilde Nyssens) modifiant le Code pénal et le Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la protection des personnes vulnérables, n° 127/1.
- Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur) insérant les articles 442quater et 442quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n°s 493/1 et 2.
Avis du Conseil d'Etat.
- Proposition de loi (Hilde Vautmans, Sabien Lahaye-Battheu) modifiant le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et l'abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 854/1.
- Proposition de loi (Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Sonja Becq) complétant le Code pénal en vue de lutter contre la violence psychique, n°s 1870/1 à 3.
Avis du Conseil d'Etat.

Auditions de :

- Mme Catherine Picard, présidente de l'UNADFI;
 - M. Georges Fenech, président de la MIVILUDES;
 - M. H. de Cordes, président du CIAOSN;
 - Mme Nathalie Colette-Basecqz, professeur aux FUNDP (Namur) et M. Albert Evrard, chercheur aux FUNDP (Namur).
- Un échange de vues a eu lieu après les exposés.

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant la procédure relative au règlement collectif de dettes, n°s 2387/1 et 2. Amendements de Mme Lahaye-Battheu et consorts.

- Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke.
- Des amendements ont été déposés par MM. Hans Bonte et Renaat Landuyt et Mme Clotilde Nyssens.
- Les amendements n°s 2, 5 et 1 ont été adoptés.
- Le projet de loi ainsi modifié a été adopté par 13 voix et 1 abstention.

2. Projet de loi modifiant le Code judiciaire, relatif au huis clos en matière familiale, n°s 2380/1 à 4. Amendements de Mme Lahaye-Battheu et consorts.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Raf Terwingen, Mia De Schamphelaere) modifiant diverses dispositions relatives au droit des mineurs d'être entendus par le juge, n° 2430/1.
- Proposition de loi (Sonja Becq, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Lieve Van Daele) modifiant la législation en ce qui concerne l'accès des mineurs à la justice et instituant les avocats des mineurs, n° 2436/1.

(Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Els De Rammelaere).

- M. Raf Terwingen et consorts ont déposé les amendements n° 13 à 22.
- La discussion générale a été entamée.

3. Question de Mme Clotilde Nyssens au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les droits de mise au rôle en matière d'adoption" (n° 19448).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Fouad Lahssaini au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le droit aux relations personnelles des grands-parents" (n° 19932).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "la surveillance électronique" (n° 19358).
- Question de Mme Françoise Colinia au ministre de la Justice sur "l'encadrement par les maisons de justice des condamnés sous surveillance électronique" (n° 19568).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur "le changement d'affectation du centre pénitentiaire de Marneffe" (n° 19369).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de M. Luc Gustin au ministre de la Justice sur "la répartition équitable des membres du corps de sécurité entre les polices locales au sein de l'arrondissement judiciaire de Huy" (n° 19370).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "la sécurité au Palais de Justice de Bruxelles" (n° 19404).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "des braqueurs de banque mineurs" (n° 19626).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "l'agression dont a été victime une mineure" (n° 19629).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. Kristof Waterschoot au ministre de la Justice sur "la création d'un tribunal spécialisé dans les questions de transport" (n° 19657).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de Mme Marie-Christine Marghem au ministre de la Justice sur "la situation du corps de sécurité de Tournai" (n° 19672).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur "les permis de port d'armes délivrés sans perception de droits et redevances" (n° 19673).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le non-respect de l'obligation de vote" (n° 19709).

- Question de Mme Hilde Vautmans au ministre de la Justice sur "l'obligation de vote" (n° 19754).

- Le ministre de la Justice a répondu.

15. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la rapidité avec laquelle les actions sont traitées à Anvers" (n° 19710).

- Le ministre de la Justice a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 19736).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "le corps de sécurité" (n° 19948).

- Le ministre de la Justice a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "l'évaluation de la loi relative à la protection de la jeunesse" (n° 19721).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le centre pour jeunes délinquants de Malines" (n° 19723).

- Question de M. Xavier Baeselen au ministre de la Justice sur "l'évaluation de la loi sur la protection de la jeunesse" (n° 19950).

- Le ministre de la Justice a répondu.

18. Questions jointes :

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur "la sécurisation de la prison de Tongres" (n° 19730).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "la deuxième évacion de la prison de Tongres" (n° 19737).

- Question de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la nouvelle évasion du centre fermé pour jeunes délinquants de Tongres” (n° 19751).
- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’évasion d’un jeune du centre fermé pour jeunes délinquants de Tongres” (n° 19758).

- Le ministre de la Justice a répondu.

19. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “l’enquête sur l’enquête Van Uytsel” (n° 19757).
- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “l’enquête sur l’affaire Annick Van Uytsel” (n° 19773).
- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l’Intérieur sur “l’enquête sur le meurtre d’Annick Van Uytsel” (n° 19796).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’enquête sur le meurtre d’Annick Van Uytsel” (n° 19801).
- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’enquête interne dans l’affaire Annick Van Uytsel” (n° 19904).
- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “l’enquête sur l’enquête dans l’affaire du meurtre d’Annick Van Uytsel” (n° 19906).
- Question de M. Jean-Marie Dedecker au ministre de la Justice sur “l’enquête sur l’enquête dans l’affaire du meurtre d’Annick Van Uytsel” (n° 19926).
- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “l’enquête interne relative à l’affaire Van Uytsel” (n° 19912).
- Question de M. Jean Marie Dedecker à la ministre de l’Intérieur sur “l’enquête interne sur l’enquête relative au dossier du meurtre d’Annick Van Uytsel” (n° 19927).
- Question de M. Jean Marie Dedecker au ministre de la Justice sur “l’enquête interne sur l’enquête relative au dossier du meurtre d’Annick Van Uytsel” (n° 20052).

- Le ministre de la Justice a répondu.

20. Interpellation de M. Bruno Stevenheydens au ministre de la Justice sur “la surpopulation dans nos prisons et le recours limité à la possibilité de faire purger la peine de prison dans le pays d’origine” (n° 417).

- Le ministre de la Justice a répondu.
- M. Bruno Stevenheydens a déposé une motion de recommandation.
- Une motion pure et simple a été déposée par M. Michel Doomst et Mme Carina Van Cauter.

21. Question de Mme Valérie De Bue au ministre de la Justice sur “le procès Habran bis” (n° 19913).

- Le ministre de la Justice a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au ministre de la Justice sur “la situation dans le dossier Belliraj” (n° 19980).

- Question de Mme Els De Rammelaere au ministre de la Justice sur “le dossier Belliraj-bis” (n° 20018).

- Le ministre de la Justice a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

Mondialisation

COMMISSION SPÉCIALE “MONDIALISATION”

Président : M. Dirk Van der Maelen

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

”Les aspects mondiaux de la crise financière”.

Echange de vues avec M. Poul Nyrup Rasmussen, président du PSE (Parti des socialistes européens), ancien premier ministre du Danemark.

Prochaine séance : mardi 16 mars 2010.

Droit Commercial

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Président : M. Gerald Kindermans

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 72 et 75 à 77), n° 2423/1.

- Rapporteur : M. Joseph George.
- Le représentant du ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a commenté les articles du projet de loi envoyés en commission.
- La discussion générale a eu lieu.
- Ont pris la parole : MM. Bruno Tuybens et Joseph George et le représentant du ministre.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Ont pris la parole : MM. Bruno Tobback, Joseph George, Gerald Kindermans et David Clarinval et les représentants du ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique et du ministre de la Justice.
- Un nombre de corrections légistiques ont été discutées lors de la discussion des articles.
- Aucun amendement n'a été introduit.
- Les articles 72, 75, 76 et 77 et l'ensemble du projet de loi ont été adoptés à l'unanimité.

Naturalisations

COMMISSION DES NATURALISATIONS

Président : M. David Lavaux

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Examen des dossiers à propos desquels les chambres ne sont pas parvenues à une décision unanime (suite).

2. Divers.

Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES

Présidents : M. Herman De Croo et Mme Vanessa Matz (S) et

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

Échange de vues avec le Premier ministre sur les résultats de la réunion informelle des Chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne du jeudi 11 février 2010 à Bruxelles.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 2 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 118 à 135), n° 2423/1.

- Rapporteur : Mme Maggie de Block.
- Le ministre des Pensions a fait un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : MM. Georges Gilkinet, Wouter De Vriendt, Hans Bonte et Mmes Camille Dieu et Maggie De Block.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Les articles 118 à 135 ont été adoptés à l'unanimité.

2. Question de Mme Isabelle Tasiaux-De Neys au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "les rémunérations fictives" (n° 19520).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la déclaration annonçant le relèvement de l’âge effectif de la pension de trois ans” (n° 19525).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de Mme Carine Lecomte au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la prise en compte de la rente fictive dans le calcul des montants soumis à la cotisation de solidarité” (n° 19565).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Question de M. Ben Weyts au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “la constitution par les (pré)pensionnés de leurs droits en matière de pension après l’âge de la retraite” (n° 19713).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de Mme Martine De Maght au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “le deuxième pilier des pensions des agents du service public des administrations locales” (n° 19864).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Maggie De Block au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “ses mesures relatives à l’ONSS-APL” (n° 19867).

- Question de M. Stefaan Vercamer au ministre des Pensions et des Grandes villes sur “l’adhésion au pool 2” (n° 19956).

- Le ministre des Pensions et des Grandes villes a répondu.

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 90 à 107), n° 2423/1.

- Corapporteur : Mme Ingrid Claes.

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales a fait un exposé introductif.

- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.

- Les articles 90 à 97, 99 à 102 et 104 à 107 ont été adoptés par 11 voix et une abstention.

- Les articles 98 et 103 ont été adoptés par 10 voix et 2 abstentions.

2. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les effets de l’arrêté royal du 23 décembre 2005 concernant les allocations octroyées aux indépendants” (n° 18341).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale a répondu.

3. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la position des organisations des employeurs et des travailleurs au sujet de la future politique sociale et économique" (n° 18866).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de M. Kristof Waterschoot à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "un audit d'institutions publiques de sécurité sociale" (n° 18997).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de Mme Magda Raemaekers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la demande d'un régime de tiers payant par les médecins généralistes" (n° 19042).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de Mme Lieve Van Daele à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la suppression des attestations de soins" (n° 19149).

- Question de M. Olivier Destrebecq à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les prescriptions électroniques" (n° 19168).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de Mme Martine De Maght à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le renouvellement de l'accord avec le secteur non marchand et le secteur social marchand" (n° 19221).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les effets de l'arrêté royal du 23 décembre 2005 concernant les allocations octroyées aux indépendants" (n° 19763).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

Règlement

COMMISSION SPÉCIALE DU RÈGLEMENT ET DE LA RÉFORME DU TRAVAIL PARLEMENTAIRE

Président : M. Patrick Dewael

➤ MERCREDI 3 MARS 2010

1. Proposition (Hilde Vautmans, Herman De Croo) visant à instituer une commission spéciale chargée d'évaluer la politique menée en matière de protection de la vie privée, n° 934/1.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Exposé introductif de Mme Hilde Vautmans.
- Sont intervenus : MM. Stefaan Van Hecke, Patrick Dewael, Mmes Clothilde Nyssens et Colette Burgeon, MM. Bert Schoofs, Jef Van den Bergh, Mme Hilde Vautmans, et MM. Ben Weyts et Jan Mortelmans.
- Le commission a décidé d'entendre des membres de la Commission de la protection de la vie privée lors de sa prochaine réunion.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ MERCREDI 3 MARS 2010

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (partim : asile et intérieur, articles 29, 30, 46 à 62), n° 2423/1.

Art. 29 et 30

- Rapporteur : M. Josy Arens
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : Mmes Tinne Van der Straeten, Leen Dierick, Jacqueline Galant et Martine De Maght, MM. Roland Defreyne et Ben Weyts.
- Des amendements ont été déposés par Mmes Van der Straeten et De Maght.
- Les amendements ont été rejetés.
- L'article 29 a été adopté par 10 voix contre 2 et l'article 30 a été adopté par 9 voix contre 2 et 1 abstention.

Art. 42 à 62

- Rapporteur : M. Josy Arens
- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.
- La discussion a eu lieu.
- Sont intervenus : MM. Michel Doomst, Fouad Lahssaini et Roland Defreyne.
- Les articles 46 et 49 à 54 ont été successivement adoptés à l'unanimité.
- Les articles 47, 48, 55, 56, 58 et 59 ont été successivement adoptés par 11 voix et 1 abstention.
- L'article 57 a été adopté par 11 voix contre une.
- L'article 60 a été adopté par 10 voix et 2 abstentions.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (partim : fonction publique, articles 27 et 28), n° 2423/1.

- Corapporteur : M. Eric Thiébaud
- Exposé introductif de la ministre de la Fonction publique.
- Les articles ont été successivement adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble des articles soumis à la commission a été adopté par 9 voix contre une et une abstention.

3. Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les irrégularités lors de la formation et de l'examen 'Droit de l'exécution forcée'" (n° 19594).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Question de M. André Frédéric à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'impact de certaines mesures prises au niveau fédéral sur les pouvoirs locaux" (n° 19875).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Question de M. Xavier Baeselen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les records d'absentéisme en 2009" (n° 19949).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le fonds pour le regroupement familial" (n° 17807).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre de rapatriements" (n° 18126).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

8. Question de M. Xavier Baeselen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le nombre d'asiles accordés sur la base de discrimination homosexuelle" (n° 18200).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

9. Question de Mme Dalila Douifi à la ministre de l'Intérieur sur "le droit de séjour des Roms" (n° 18649).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

10. Question de Mme Dalila Douifi au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la libre circulation des citoyens de l'Union européenne" (n° 19078).

11. Question de M. Raf Terwingen au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la célébration en Belgique d'un mariage entre des personnes du même sexe" (n° 19082).

12. Questions jointes :

- Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la politique de migration" (n° 19455).

- Question de Mme Martine De Maght au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "les mariages de complaisance et les cohabitations fictives" (n° 19470).

- Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'application de la loi sur les étrangers dans le cadre de la cohabitation légale de complaisance" (n° 19536).

- Question de Mme Els De Rammelaere au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le partenariat de complaisance" (n° 19563).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

13. Question de M. Kristof Waterschoot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les passagers clandestins découverts à bord de cargos dans les ports belges" (n° 19451).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

14. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les dossiers de régularisation" (n° 19557).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

15. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'interruption de travail au centre d'asile de Vottem" (n° 19778).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les expulsions sous escorte coincées dans un pays en coup d'état" (n° 19782).

- Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la coopération belgo-bulgare pour expulser, Frontex" (n° 19886).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

17. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'expulsion d'une personne malade du sida" (n° 19783).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

18. Question de M. Fouad Lahssaini au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les problèmes d'hygiène au centre 127bis" (n° 19829).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

19. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les tests ADN dans le cadre des regroupements familiaux" (n° 19883).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

20. Question de Mme Martine De Maght au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la désignation d'un nouveau 'représentant' au sein de Fedasil" (n° 19958).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales a répondu.

21. Question de M. Ludo Van Campenhout à la ministre de l'Intérieur sur "l'augmentation du nombre d'incidents antisémites en 2009" (n° 18961).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

22. Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de l'Intérieur sur "le suivi du comité de concertation en matière de réforme de la sécurité civile" (n° 19117).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

23. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de l'Intérieur sur "les 'Forces indépendantes bruxelloises'" (n° 19178).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

24. Question de M. Francis Van den Eynde à la ministre de l'Intérieur sur "les manifestations violentes à l'occasion de conférences internationales" (n° 19179).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

25. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de l'Intérieur sur "les missions de représentation de l'autorité policière belge à l'étranger" (n° 19481).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

26. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la formation des policiers" (n° 19492).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

27. Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la réalisation d'un hôtel de police pour la zone boraine" (n° 19493).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

28. Question de Mme Carine Lecomte à la ministre de l'Intérieur sur "les possibilités de formations externes à la police fédérale" (n° 19566).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

29. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "les prézones de secours opérationnelles" (n° 19589).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

30. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "l'aide adéquate la plus rapide" (n° 19590).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

31. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "l'équipe de coordination au sein des zones de secours" (n° 19591).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

32. Question de Mme Ilse Uyttersprot à la ministre de l'Intérieur sur "le nouveau rapport d'intervention des services d'incendie" (n° 19592).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

33. Questions jointes :

- Question de Mme Carina Van Cauter à la ministre de l'Intérieur sur "des policiers possédant des armes à titre privé" (n° 19630).

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "l'enquête du Comité P sur les armes retrouvées chez des policiers" (n° 19648).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

34. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le fonctionnement des services de secours après la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 19649).
- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "les soucis quant aux informations transmises aux familles des victimes de Buizingen" (n° 19719).
- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "les services de secours auxquels il a été recouru dans le cadre de la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 19876).
- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de l'Intérieur sur "la catastrophe ferroviaire de Buizingen et la mise en oeuvre de l'aide adéquate la plus rapide" (n° 20008).
- Question de Mme Jacqueline Galant à la ministre de l'Intérieur sur "la communication dans le cadre de la catastrophe de Buizingen" (n° 20047).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

35. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "une éventuelle réunion des FARC colombiennes" (n° 19650).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

36. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la grève des agents pénitentiaires dans la prison d'Andenne" (n° 19715).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

37. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "la représentation syndicale à l'Inspection générale" (n° 19716).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

38. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "les règles applicables à l'Inspecteur général au sein de l'Inspection générale" (n° 19717).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

39. Question de M. Josy Arens à la ministre de l'Intérieur sur "le retard dans la liquidation des salaires" (n° 19718).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

40. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "les visites à domicile organisées par les services d'incendie" (n° 19797).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

41. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le personnel de police supplémentaire pour la prison de Wortel" (n° 19800).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

42. Question de Mme Valérie De Bue à la ministre de l'Intérieur sur "le procès Habran à Nivelles" (n° 19802).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

43. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la protection de personnalités congolaises par des bandes urbaines bruxelloises" (n° 19863).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

44. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "le recours à des militaires pour des missions de surveillance" (n° 19874).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

45. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "le vote électronique" (n° 19973).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

46. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la grève nationale possible de la police" (n° 19903).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

47. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "l'incendie dans un squat et les conséquences pour le collège des bourgmestre et échevins" (n° 19916).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

48. Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la concertation relative à la sécurité à Bruxelles" (n° 19960).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

49. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le site web PleaseRobMe.com" (n° 19970).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

50. Questions jointes :

- Question de M. Bart Laeremans au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "l'accident ferroviaire de Buizingen" (n° 19979).

- Question de Mme Jacqueline Galant au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cérémonie d'hommage aux victimes de Buizingen" (n° 20032).

- Question de M. Olivier Maingain à la ministre de l'Intérieur sur "l'échec de l'organisation de la cérémonie d'hommage aux victimes de l'accident ferroviaire de Buizingen" (n° 20043).

- Question de M. Ben Weyts à la ministre de l'Intérieur sur "la cérémonie d'hommage suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 20046).

- Question de Mme Muriel Gerkens au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cérémonie en hommage des victimes de l'accident ferroviaire de Hal" (n° 20048).
- Question de M. Ben Weyts au premier ministre, chargé de la Coordination de la Politique de migration et d'asile, sur "la cérémonie d'hommage suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 20060).
- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intérieur sur "la cérémonie d'hommage suite à la catastrophe ferroviaire de Buizingen" (n° 20091).

- Le ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine séance : mercredi 10 mars 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Ludwig Vandenhove

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

Audition avec les représentants des syndicats (CGPM, CGSP, CSC, SLFP) auprès du ministère de la Défense, au sujet de la mise en oeuvre du Plan de Transformation.

- Les représentants des syndicats ont fait un exposé introductif et ont répondu aux questions de MM. Gerald Kindermans, Jan Jambon, Bruno, Stevenheydens, Wouter De Vriendt, David Geerts et Eric Libert et Mmes Juliette Boulet et Brigitte Wiaux.

Prochaine séance : lundi 8 mars 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : M. François Bellot

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

Projet de loi portant des dispositions diverses (art. 1 à 24), n°s 2423/1.

- Rapporteur : Mme Valérie De Bue.
- Le secrétaire d'Etat à la Mobilité, adjoint au premier ministre a fait un exposé introductif.
- La discussion générale a eu lieu.
- Sont intervenus : M. David Geerts, Mme Valérie De Bue, MM. Ronny Balcaen, Roel Deseyn, François Bellot, Mme Ine Somers et MM. Patrick De Groote et Jan Mortelmans.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par MM. David Geerts et consorts, Roel Deseyn et consorts, Ronny Balcaen et consorts et Jan Mortelmans et consorts.
- Les amendements n°s 2, 3, 4 et 7 ont été adoptés.
- L'amendement n° 6 a été retiré.

- Les amendements n°s 1 et 5 ont été rejetés
- Les articles ont été successivement adoptés.

Prochaine séance : lundi 8 mars 2010.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Président : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1517/1 à 5.
Amendements de M. Terwingen et de Mmes Déom, Lahaye-Battheu et Nyssens.
 - Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure de divorce, n°s 1706/1 et 2.
Amendements de Mme Lahaye-Battheu.
- (Continuation et clôture). (Rapporteur : Mme Marie-Christine Marghem).

- Mme Clotilde Nyssens a exposé ses amendements n°s 17 et 19.
- La discussion a été clôturée.
- Les textes sont envoyés à la commission de la Justice.

2. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne les empêchements à mariage en cas d'adoption, n° 1338/1.

- Rapporteur : Mme Valérie Déom.
- Exposé de M. Raf Terwingen.
- La discussion générale a été entamée.

3. Ordre des travaux.

- L'ordre des travaux a eu lieu.

Prochaine séance : mercredi 10 mars 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 3 MARS 2010**

1. Question de M. Mathias De Clercq au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'organisation de courses de kermesse et de critériums" (n° 19584).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

2. Question de M. Jenne De Potter au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "l'état de la situation en ce qui concerne une réglementation légale en matière de règlement transactionnel dans les affaires pénales" (n° 19869).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

3. Question de M. Luc Gustin au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "le transport collectif des membres du personnel" (n° 19409).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

4. Question de M. Francis Van den Eynde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la prolifération des rats à Gand, due au dépôt clandestin situé sur le terrain du 'Wondelgemse Meersen' appartenant au Fonds de l'infrastructure ferroviaire" (n° 19122).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la déduction fiscale pour les brevets" (n° 19195).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les assureurs-crédit qui reconnaissent certains excès" (n° 19265).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les déclarations de l'ancien directeur du personnel du SPF Finances" (n° 19309).

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'émission de Panorama concernant le SPF Finances" (n° 19317).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'émission Panorama concernant le SPF Finances du 7 février 2010" (n° 19459).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les opérations de sale-and-lease-back concernant des bâtiments publics” (n° 19315).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la fin de l’application d’un taux de TVA réduit dans la construction” (n° 19340).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Guy Milcamps au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le protocole d’accord signé en novembre 2008 entre l’État fédéral et les entités fédérées relatif à la création de nouvelles places en IPPJ” (n° 19349).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le service de conciliation fiscale” (n° 19365).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la liste des pays appliquant des taux de fiscalité réduits et des pays où la fiscalité est inexistante ou peu élevée “ (n° 19379).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Mia De Schamphelaere au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le masterplan 2008-2009” (n° 19446).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de Mme Magda Raemaekers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le prélèvement de TVA sur les courses de kermesse” (n° 19503).

- Question de M. Robert Van de Velde au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les contrôles TVA lors de l’organisation de courses cyclistes” (n° 19975).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances hospitalisation” (n° 19504).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les assurances hospitalisation” (n° 19505).

- Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les assurances hospitalisation” (n° 19553).

- Question de M. Roland Defreyne à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les assurances hospitalisation" (n° 19924).

- Question de Mme Sofie Staelraeve à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'indice médical" (n° 19968).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Flor Van Noppen au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances, sur "Bebat" (n° 19548).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la position de l'Autriche et du Luxembourg vis-à-vis de la directive européenne de l'épargne" (n° 19963).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'avantage fiscal du plan d'assurance de groupe" (n° 19576).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la mise en oeuvre de la recommandation européenne du 30 avril 2009" (n° 19647).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

20. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'affaire Kobelco" (n° 19653).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

21. Question de Mme Magda Raemaekers au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le calcul de la prime ECO CO2 de 15% allouée par l'État" (n° 19759).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la liste des entreprises concernées par la production de sous-munitions et de mines anti-personnel" (n° 19768).

- Question de Mme Hilde Vautmans au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la liste noire de fabricants de sous-munitions" (n° 19770).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

23. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les comités d’acquisition” (n° 19791).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

24. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les effectifs de l’administration du cadastre” (n° 19792).

25. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la création d’un organe spécifique au sein du Parlement chargé de suivre les institutions financières qui présentent un risque ‘systémique’” (n° 19793).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

26. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le recouvrement de créances” (n° 19794).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

27. Questions jointes :

- Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le transfert de la taxe de circulation vers la Flandre” (n° 19836).

- Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le transfert du recouvrement et du contrôle de la taxe de circulation” (n° 20071).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

28. Question de M. Jenne De Potter au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les conditions d’application du taux temporairement réduit de TVA de 6 % pour les nouvelles constructions” (n° 19866).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

29. Question de Mme Marie Arena au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les activités des banques BNP, KBC et Dexia dans certains paradis fiscaux” (n° 19868).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

30. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’exemption d’une caution accises pour les entreprises détentrices d’une certification AEO” (n° 19981).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

31. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le plan d’action de l’administration des douanes et accises” (n° 19983).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

32. Question de M. Kristof Waterschoot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’extension du régime de démolition et reconstruction à tout le territoire” (n° 19985).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

33. Question de Mme Barbara Pas au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’accord de la Régie des bâtiments pour l’utilisation de ses bâtiments” (n° 20061).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine séance : mardi 9 mars 2010.

Dépenses électorales

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)

➤ MERCREDI 3 MARS 2010

1. Examen des rapports des présidents des bureaux principaux de collège sur les dépenses électorales et l’origine des fonds des partis politiques et des candidats individuels pour l’élection du Parlement européen du 7 juin 2009. (Continuation, clôture et votes) (1). (Rapporteur : M. Xavier Baeselen).

- Les rapports des présidents des bureaux principaux de collège ont été adoptés à l’unanimité par les 14 membres.

2. Nouveau modèle de rapport financier.

- Lettre de l’Institut des Réviseurs d’entreprises.
- Echange de vues.
- Ordre des travaux.

- La lettre de l’Institut des Réviseurs d’entreprises sera transmise aux présidents des partis.

3. Evaluation de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu’au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Discussion des points de vue des groupes politiques.

- Les points de vue des groupes politiques seront discutés dans un groupe de travail “Groupes politiques”.

4. Examen des notes de synthèse déposées en application de l’article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu’au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Avis à rendre par la Commission de contrôle.

- La commission de contrôle a émis un avis.

Suivi des missions à l'étranger

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ **JEUDI 4 MARS 2010**

Exposé du ministre de la Défense.

Aperçu des missions à l'étranger : état mensuel de la situation.

- Échange de vues.

- Le ministre de la Défense a donné un exposé sur l'état de la situation concernant les missions à l'étranger.

- Le ministre et l'amiral Ectors (cabinet de la Défense) ont répondu aux questions des membres.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker (S)

➤ **JEUDI 4 MARS 2010**

1. Projet de loi modifiant diverses lois applicables au personnel militaire, n° 52-2432/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses, n° 52-2423/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.

3. Proposition de loi introduisant le Code pénal social, Doc. Sénat n° 4-1521/1.

Demande de prolongation du délai d'examen (application des articles 2, 2°, et 12, § 1er, de la loi du 16 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'examen est prolongé de 30 jours.

4. Projet de loi instaurant une exemption de la taxe annuelle sur les opérations d'assurance au bénéfice des assurances soins de santé offrant un niveau de protection élevé, n° 52-2450/1.
Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation). (Pour mémoire).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen est fixé à 20 jours.